

L'élan d'ouverture qui se manifeste en Iran depuis l'élection d'Hassan Rohani a été favorablement accueilli par les « Occidentaux ». La conversation téléphonique du Président iranien avec Barack Obama, premier contact direct entre les chefs d'Etats des deux pays depuis la révolution islamique de 1979, a suscité l'optimisme sur la scène internationale. L'esprit résolument moderniste de ce religieux qui fait le buzz sur Twitter, les pistes de négociations proposées par Téhéran sur son programme nucléaire, ont déclenché une vague de commentaires et d'analyses qui ne sont pas sans rappeler les premiers mois de la Perestroïka : enthousiasme d'une part, profond scepticisme de l'autre.

Du point de vue israélien, les choses sont claires : Rohani est un « loup déguisé en mouton » assure Benyamin Netanyahou. Le Premier ministre de l'Etat juif est persuadé que ce séducteur n'est qu'une ruse persane, dont l'objectif est de gagner du temps afin de permettre à l'Iran d'achever la mise au point de sa bombe atomique.

Côté américain, on se veut prudent. Parce qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, on rappelle qu'il faudra que Téhéran donne des garanties sur son programme nucléaire.

Pourtant, l'hypothèse d'une énorme entreprise de désinformation iranienne n'est peut-être pas ce qui inquiète le plus les Israéliens et leurs alliés américains. « *Nous allons vous faire ce qu'il y a de pire, nous allons vous priver d'ennemi* », déclarait en 1989 Alexandre Arbatov aux Américains. A Washington et à Tel-Aviv, bien des personnes redoutent que Rohani fasse de même.

Imaginons un Iran qui accepte la transparence sur l'atome, un Iran qui s'ouvre, qui convainque « l'Occident » de sa bonne volonté et obtienne la levée des sanctions.

Quel épouvantail brandiront les Israéliens pour poursuivre leur coûteux programme de bouclier antimissiles ? Pour les entreprises d'armement israéliennes qui ont développé une génération de matériels très onéreux, qu'elles proposent à l'export, une telle perspective serait catastrophique.

Car l'enjeu est colossal. Les systèmes antimissiles sont parmi les produits les plus convoités du marché mondial de l'armement. De nombreux Etats sont prêts à investir lourdement pour s'en doter. La vague de protestations ayant accompagné la décision turque d'acheter des missiles HQ-9 à la Chine ne se justifie pas seulement par le choix d'un matériel chinois par un Etat membre de l'OTAN. Elle s'explique surtout par la perspective de voir 4 milliards de dollars échapper à l'un des missiliers occidentaux et la Chine réussir une entrée fracassante sur ce segment juteux.

Les sociétés israéliennes espèrent secrètement greffer leurs systèmes sur un bouclier antimissiles européen, dont elles représenteraient la première ligne de défense vis-à-vis des menaces venues du Moyen-Orient, tenant le rôle que l'OTAN refuse à la Russie. Pour Tel-Aviv, cela permettrait de faire coup double : rapprochement militaire et diplomatique avec les Européens, accès à un marché des plus lucratifs, au détriment des entreprises européennes de défense, essentiellement françaises sur ce segment...Que Téhéran fasse des concessions et tout s'écroule.

Le même problème se pose aux Américains. Comment justifieront-ils leur propre projet en Europe ? En évoquant les missiles pakistanais ou nord-coréens ? Ou bien Washington ressuscitera-t-il la menace russe, ultime recours pour justifier la pérennité de l'OTAN ?

Les groupes Boeing, Raytheon, Lockheed-Martin ont eux aussi tout à perdre...Lourdement impliqués dans les programmes antimissiles israéliens, ils seraient doublement impactés : en Israël et, beaucoup plus grave, en Europe.

Car l'objectif commun de ces entreprises et de la Maison-Blanche sur le Vieux Continent est limpide. Il s'agit de renouveler le coup du programme d'avion de combat F-35. Celui-ci monopolise déjà une bonne partie des fonds que les Européens peuvent investir dans la R&D en matière d'aéronautique de défense, sans aucun transfert de technologie américaine en retour. Un désastre tel que les Etats de l'UE n'ont plus les moyens de financer les études nécessaires au développement de la prochaine génération d'avions de combat. En faisant de même sur le segment des missiles et de l'électronique de défense au sens large, l'Amérique donnerait le coup de grâce. Elle siphonnerait le gros des ressources restant à l'Union européenne pour sa défense, neutralisant son industrie de l'armement, la réduisant au rang de *junior partner*, nous privant d'un instrument indispensable à notre autonomie stratégique.

La mutation esquissée à Téhéran est susceptible, dans une certaine mesure, de remettre en cause la pérennité de l'OTAN, principal instrument d'influence américain en Europe sous sa forme actuelle.

Elle peut aussi rebattre les cartes sur le marché de l'antimissile où les entreprises européennes, faute de soutien politique, peinent à imposer leurs atouts face à leurs rivales américaines et israéliennes.

Espérons que l'éclaircie Rohani tourne au grand beau temps.

Philippe MIGAULT

Directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et stratégiques (IRIS). Ses principaux domaines d'expertise sont les questions diplomatiques et stratégiques, les conflits armés et industries de l'armement.

Source du texte : [RIA NOVOSTI](#)